**Plateforme revendicative du personnel de l’Agence Intergouvernementale Panafricaine Eau et Assainissement pour l’Afrique (EAA)**

**PREAMBULE**

EAA est une institution qui existe depuis 25 ans. Jadis connue sous le nom CREPA (Centre Régional pour l’Eau Potable et l’Assainissement à faible coût), elle a su s’imposer en Afrique comme une organisation dynamique et pertinente, capable d’appuyer les Etats membres dans la résolution de la problématique de l’accès des populations à l’eau et à l’assainissement. Les réformes institutionnelles entamées en 2011 et qui ont consacré le changement de dénomination avaient fait naître l’espoir d’un souffle nouveau pour une organisation qui se veut résolument africaine. Cependant, après 3 ans de réformes et de sacrifices incommensurables, la situation de l’institution est catastrophique à tout point de vue :

**ETATS DES LIEUX**

1. ***De la situation financière***

A l’évidence, la situation financière de EAA est désastreuse :

* Déficit chronique de plusieurs milliards de francs CFA que les institutions financières sont en mesure de confirmer ;
* Utilisations des ressources financières des projets à d’autres fins ;
* Dettes colossales aux fournisseurs qui croissent de jour en jour ;
* Etc.
1. ***Du management de l’institution et de la gestion des partenariats***

Toutes les règles du management sont foulées au pied par le premier responsable :

* Patrimonialisation de l’institution : Le Premier responsable est à la fois Président, Secrétaire Exécutif et Président du Conseil d’Administration de tous les organes de l’institution ;
* Tripatouillage des textes de l’institution avec pour seul but de s’entourer des garanties d’une gestion unilatérale des ressources à l’insu du Conseil des Ministres et du Conseil d’Administration ;
* Avantages démesurés accordés au premier responsable et sa famille
* Un égo hypertrophié du premier responsable qui fait supporter à l’institution des dépenses de prestige (tandis que le personnel s’échine à trouver vainement la pitance quotidienne) et exige au frais de l’institution : voyages en business, escorte, motards et voiture de luxe lors de ces missions dans les pays membres;
* Refus catégorique du premier responsable de collaborer avec les acteurs du secteur présents au Burkina Faso ;
* Manque de respect notoire des autorités
* Des départs contraints ou incités de certains agents : licenciements abusifs et en cascade de 10 burkinabés en 2013 et plus de 30 agents démissionnaires entre juin 2012 et juin 2014 ;
* Des querelles, conflits ouverts avec beaucoup de partenaires traditionnels comme nouveaux de EAA ;
* Etc.
1. ***De la détérioration du climat de travail***

Une ambiance délétère règne dans l’institution depuis 3 ans :

* Des arriérés de salaire de 2 à 4 mois et plus aujourd’hui ;
* Une assurance maladie qui n’existe que de nom ;
* Le social bafoué ;
* Des jours fériés exploités aux fins du service et non payés ;
* Des injures et dénigrements ;
* De l’intimidation ;
* Du harcèlement de tous genres ;
* De l’intoxication ;
* Absence de dialogue et non-respect du minimum exigé pour le personnel ;
* Etc.

**REVENDICATIONS**

Les faits ci-dessus cités ne sauraient être exhaustifs. Le personnel a, pour certains, essayé depuis belle lurette d’attirer l’attention de l’administration, aussi bien en public qu’en privé, sur ces signaux annonciateurs du risque suprême que court l’institution à savoir la faillite. Mais il s’est toujours heurté aux dénigrements et à l’instauration de la terreur destinés à décourager toute tentative de pointer les dysfonctionnements. Face à cette situation, le personnel a en début juin 2014, demandé l’élection de délégués de personnel pour constituer le porte-voix pour agir au nom et pour le compte de l’ensemble des agents qui n’ont pas soit le courage, soit l’opportunité de s’exprimer. Le refus a été aussi systématique que le silence méprisant de l’administration suites aux multiples doléances à elle soumises.

Nous, personnel de EAA, ne pouvons plus continuer à supporter dans un silence coupable, cette situation et être responsable devant l’histoire de la disparition LENTE et QUASI programmée de cette institution que nous avons fortement contribué à faire grandir pour le bien-être de nos populations !

C’est pourquoi, conscient de l’image terne de l’institution véhiculée depuis 3 ans, de la non-compatibilité et du manque de confiance entre le premier responsable et le personnel d’une part et les partenaires techniques et financiers d’autre part, nous exigeons :

1. Le paiement **IMMEDIAT ET SANS CONCESSION** de l’intégralité des arriérés de salaires qui courent depuis Février 2014 pour certains et Avril 2014 pour d’autres
2. La mise en place **RAPIDE** des délégués du personnel
3. Audit externe intégral de l’institution
4. Le départ **SANS COMPROMIS AUCUN** du premier responsable de l’institution, M. Idrissa DOUCOURE.

Fait à Ouagadougou le 24 Juin 2014

Le Personnel de EAA